
Action politique

Court-circuit dans les ateliers électroniques du monde

Zhonghsan, Chine. La ville fait partie de la zone économique de la «*Pearl River Delta*», devenue en dix ans l'un des principaux «ateliers électroniques» du monde. Ici, pas de cheminées qui fument sans fin, pas d'ouvriers couverts de suie. Les allées bordant le parc de la science et de la technologie sont propres et les arbres soigneusement taillés: pour comprendre la réalité des conditions de travail dans les usines électroniques, il faut aller au-delà des apparences, il faut rencontrer les ouvrières.

Jia a 19 ans. Elle travaille dans une usine qui produit des cartes-mères (*motherboards*) pour ACER et des mini-PC pour Fujitsu-Siemens. Elle a quitté son village il y a deux ans, après la mort de sa mère, atteinte de cancer. «Je me sentais très seule, explique-t-elle, et mon père était endetté par les soins médicaux.» Jia est donc venue en ville pour gagner un revenu, aider son père et, elle l'espère, commencer une carrière. Dans son premier emploi à l'usine, elle travaillait à l'assemblage: 10 à 13 heures par jour le même geste. Après deux ans, elle a pu changer de poste et devenir responsable d'une ligne de production. Une promotion qui n'a pas eu beaucoup d'influence sur son salaire – moins de 1,5% d'augmentation! – mais qui lui permet de faire un travail moins répétitif: «Avant, je me sentais comme un bout de bois», insiste-t-elle.

Dans l'usine de Jia, les violations de la législation chinoise et des conventions internationales en matière de droit du travail (OIT¹) sont nombreuses. Elles concernent notamment les questions de contrats, de salaires, de santé et sécurité et de liberté d'association. En période de haute production, par exemple, les ouvrières travaillent 13 heures par jour, sept jours par semaine. Un total de 91 heures hebdomadaires qui va bien au-delà des 58 heures permises par la législation chinoise. En période de baisse des commandes, par contre, il n'est pas rare que les ouvrières soient renvoyées chez elles sans emploi, et donc sans revenus, plusieurs jours de suite. En fin de mois, leurs salaires sont alors inférieurs au minimum légal et ne suffisent pas à couvrir leurs besoins. En matière de santé, la direction refuse de fournir aux employés des boules-quiès pour les protéger du bruit des machines. Elle n'a conclu aucune assurance accident ou maladie pour son personnel et Jia n'a jamais entendu parler d'une assurance ou d'un congé maternité. Pourtant, ces trois assurances sont obligatoires en Chine. Au niveau de la relation contractuelle, enfin, l'entreprise recourt à des pratiques modernes de travail forcé: pour empêcher les ouvriers de démissionner en période de pénurie de main d'œuvre, le versement des salaires est retardé et les gardes sont chargés de retenir toute personne qui essaierait de quitter l'enceinte de l'usine avec ses bagages.

Ces faits ne sont pas uniques. Ils sont caractéristiques des abus existants dans les usines d'ordinateurs installées dans les zones franches des pays en développement. Ils reflètent un dumping social dont la responsabilité est partagée. Partagée par les autorités locales, désireuses d'attirer des investissements étrangers, et qui ferment les yeux sur le non-respect des droits du travail. Partagée par les marques occidentales qui exigent une qualité croissante, dans des délais de livraisons toujours plus courts et à des prix défiants toute concurrence...

¹ OIT: Organisation Internationale du Travail, une organisation des Nations Unies, dont le siège est à Genève.

**Nous croyons.
Tout travail doit respecter la dignité humaine.**

En effet aujourd'hui, les usines de fabrication des ordinateurs n'appartiennent plus aux grandes marques – Dell, ACER, Hewlett Packard, IBM, Apple – connues des consommateurs/trices. Dans un processus de délocalisation qui a débuté dans les années 90, ces marques ont revendu leurs usines pour concentrer leurs activités dans les domaines de la recherche (innovation technologique, design) et du marketing. Actuellement 75% de la production est externalisée, c'est-à-dire réalisée par des fournisseurs. Résultat: si votre ordinateur porte le nom de la marque «Dell», ni le CD-Rom fabriqué aux Philippines, ni la batterie produite en Thaïlande, ni la carte-mère et l'assemblage «*made in China*» n'ont été réalisés dans une usine appartenant à Dell.

Pour *Action de Carême* et *Pain pour le prochain*, la relation entre les marques et leurs fournisseurs demeure cependant une relation de codépendance économique et sociale. Concrètement, cela signifie que les marques doivent reconnaître leur responsabilité sur toute la chaîne de production des ordinateurs. Et doivent mettre en œuvre des politiques internes pour garantir que les droits du travail de Jia, et des autres ouvriers dans les pays de production, soient respectés. Tel est le prix à payer pour que les ateliers high-tech du monde ne demeurent pas le symbole d'une réalité d'un autre âge.

Nous voulons des ordinateurs propres!

Dans le cadre de la campagne œcuménique *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* veulent:

- **Vérifier:** une étude de terrain à été commandée par les œuvres d'entraide, afin de faire le point sur les abus existants dans les usines des principales marques d'ordinateurs vendues en Suisse (Dell, ACER, Hewlett Packard, apple, Fujitsu-Siemens notamment). Les études ont été réalisées dans trois pays de production, à savoir la Chine, la Thaïlande et les Philippines. Et elles évaluent le respect ou non, des huit conventions fondamentales du travail de l'OIT.
- **Informers:** par le biais d'une publication, d'un site Internet (www.campagneoecumenique.ch), d'un travail média et de conférences avec notre hôte de Hong-Kong, Monina Wong (*Labor Action China*), les consommateurs suisses seront informés des résultats de l'enquête.
- **Faire pression:** en envoyant une carte postale ou un e-mail au directeur suisse de votre marque d'ordinateur, vous pourrez vous engager pour de meilleures conditions de travail dans les usines de production
- **Exiger:** à long terme, l'objectif des œuvres d'entraide est l'introduction de règles contraignantes en matière de droit du travail, sur toute la chaîne de production. Pour atteindre cet objectif, une priorité est la formation et l'information des travailleurs à leurs droits. Pain pour le prochain et Action de Carême vont s'engager par des rencontres avec les responsables des marques suisses et par une collaboration au niveau international, avec d'autres organisations non gouvernementales.

Les cartes à envoyer aux entreprises peuvent être commandées auprès des secrétariats Action de Carême et Pain pour le prochain.

La brochure Repères peut être commandée auprès de Pain pour le prochain.

**Nous croyons.
Tout travail doit respecter la dignité humaine.**

A qui profite la croissance?

Après une période de crise et de restructuration entre 2000 et 2002, le secteur des ordinateurs a retrouvé une santé florissante. Ainsi en 2005, près de 1,5 million d'ordinateurs ont été vendus en Suisse, ce qui représente une croissance de 13,7% et un bénéfice de près de 2,2 milliards de francs. Alors, à qui profite ce dynamisme économique?

Au bout de la chaîne de production, les ouvrières ne voient pas les fruits de cette croissance. Li Mei travaille dans une usine d'assemblage de claviers, en Chine. En juin 2006, elle a travaillé les 30 jours, en moyenne 12 heures par jour. Un rythme qui ne laisse plus de temps pour des loisirs ou une vie sociale: «Je ne sors jamais» précise-t-elle. Pour ce travail, Li Mei a touché un revenu de 946 yens. Un salaire qui se situe au-dessus du salaire minimum, mais qui ne rémunère pas correctement les heures supplémentaires qu'elle a effectuées. En effet, selon la loi chinoise, celles-ci doivent être payées à un tarif de 150% en semaine et de 200% le week-end. Si la direction de l'usine avait respecté cette loi, Li Mei aurait touché 200 yens de plus, soit 20% de son salaire! Pour Li Mei, la croissance ne signifie donc pas un meilleur salaire, mais un rythme de production et de travail plus élevé.

Aujourd'hui plus que jamais, les usines de production essaient de compresser les coûts pour répondre aux exigences de qualité et de prix des marques et des consommateurs/trices occidentaux. Dans cette logique implacable, ce sont les ouvrières qui finissent par payer le prix de nos soldes.

Chantal Peyer
Responsable Politique de développement